



Andy Pollak

Directeur du Centre for Cross-Border Studies



Quelles sont les enjeux de la coopération transfrontalière entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord ?

La coopération transfrontalière qui se met en place depuis une dizaine d'années entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord est l'un des grands succès du processus de paix en Irlande. Jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix, la majorité unioniste d'Irlande du Nord se méfiait profondément de la coopération avec la République d'Irlande, craignant qu'elle ne constitue la première étape d'un processus qui conduirait à terme à la construction d'une Irlande unie.

Or, cette nouvelle ère de coopération transfrontalière, rendue possible avec la fin de la guerre, a permis de multiplier les échanges économiques et commerciaux entre le Nord et le Sud de l'île. Ceci a été particulièrement bénéfique en termes d'emploi et d'économie pour l'Irlande du Nord. Même les unionistes les plus fervents ont fini par reconnaître que leur région ne pouvait que tirer partie d'une interaction plus forte avec l'économie, dite du "Tigre celtique", de la République d'Irlande, celle-ci ayant enregistré l'une des croissances les plus rapides du monde depuis une dizaine d'années.

Quels sont les projets transfrontaliers phares ?

La coopération a été marquée par plusieurs projets importants : l'extension de la ligne de chemin de fer entre Dublin et Belfast ; l'ouverture d'un canal permettant de relier le bassin du Shannon (République d'Irlande) à la région des lacs de Fermanagh dans le Nord ; la mise en place d'un marché de l'électricité unique pour l'ensemble de l'île ; l'affectation de plus de 500 millions d'euros du budget du gouvernement irlandais pour améliorer les liaisons routières en Irlande du Nord ; et la signature d'un accord permettant d'appréhender le nord-ouest de l'île comme une région transfrontalière unique afin de traiter certaines questions d'aménagement du territoire.

La signification historique de cette nouvelle ère de coopération entre les deux parties de l'île a été soulignée au début du mois de mai 2008 par le Premier ministre unioniste d'Irlande du Nord, Rev Ian Paisley, qui s'est associé au Premier ministre irlandais sortant, Bertie Ahern, pour lancer un nouveau centre touristique commun, sur le site, proche de Dublin, d'une célèbre bataille entre les armées protestante et catholique qui a eu lieu il y a plus de 300 ans et qui s'est soldée par une victoire pour la monarchie protestante britannique. Elle est devenue, depuis, le symbole historique des divisions passées en Irlande.

Le Centre for Cross-Border Studies à la frontière Rép. d'Irlande/Irlande du Nord

Naissance d'un centre pour la coopération

Le Centre for Cross-Border Studies (Centre des études transfrontalières) a été créé en 1999, un an après l'Accord de Belfast qui a posé les bases de la fin de trente années de guerre civile en Irlande du Nord.

L'un des éléments fondamentaux de cet accord stipulait que le gouvernement irlandais et la nouvelle administration régionale britannique en Irlande du Nord (coalition sans précédent entre les unionistes pro-britanniques et le Sinn Féin, parti politique de l'IRA) devaient commencer à coopérer par le biais de nouveaux organismes transfrontaliers et de réunions interministérielles, dans des domaines comme l'économie, le tourisme, l'agriculture, la santé, l'éducation, les transports et l'environnement...

A la suite de cet accord, un groupe de formateurs a convaincu plusieurs universités et établissements d'enseignement supérieur de Dublin et de Belfast de soutenir la création d'un centre dédié à la recherche et au développement d'une coopération pratique entre les deux parties de l'Irlande. C'est ainsi que le Centre for Cross-Border Studies a été mis en place dans la petite ville d'Armagh, près de la frontière irlandaise, avec un important soutien financier de l'Union européenne.

Au cours des neuf dernières années, le Centre for Cross-Border Studies a accompli un important travail pour développer la coopération transfrontalière intergouvernementale (recherches complémentaires, développement, formation et services TIC). Il a également réalisé des projets de recherche transfrontaliers dans des domaines allant de la santé à l'éducation en



Équipe du Centre for Cross-Border Studies

passant par les services gouvernementaux locaux, les NTIC, la mobilité des travailleurs, les maladies animales... Il a également commencé à former des centaines de fonctionnaires qui coopèrent, pour la première fois au quotidien, avec leurs homologues de l'autre côté de la frontière.

Par ailleurs, le Centre a soutenu la mise en place de nouveaux réseaux couvrant toute l'Irlande et permettant de relier les recteurs d'université, les établissements de formation d'enseignants et les instituts d'aménagement du territoire. Il a également créé des sites Internet pour permettre au grand public d'accéder à des informations complètes sur la coopération transfrontalière en Irlande (www.borderireland.info) ainsi qu'à des informations pratiques pour les personnes qui traversent régulièrement la frontière irlandaise (travail, études, retraite...) (www.borderpeople.info).

Un projet URBACT pour le transfrontalier

Les premiers projets URBACT, pour la période 2007/2013, ont été publiés le 18 avril dernier, suite au comité de suivi du programme qui a procédé à leur sélection. Ils concernent vingt-quatre réseaux thématiques et sept groupes de travail. La MOT est chef de file du projet EGTC "Expertising Governance for Transfrontier Conurbations", l'un de ces sept groupes de travail.

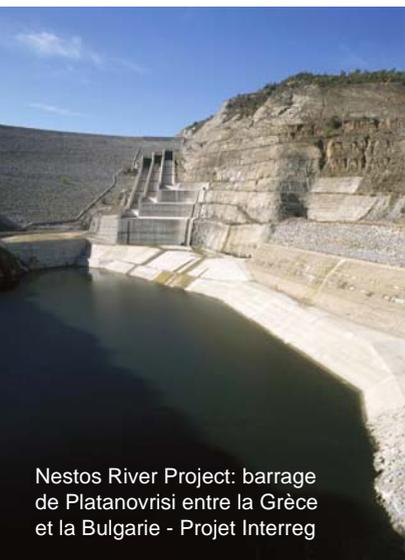
URBACT est un programme européen qui vise à favoriser l'échange d'expériences entre les villes européennes et à diffuser les connaissances en matière de développement urbain durable.

Le projet EGTC se déroulera sur une période de vingt-quatre mois. Il réunit aujourd'hui quatre partenaires (la MOT, Lille métropole communauté urbaine et les villes de Görlitz en Allemagne et Slubice en Pologne) mais il s'élargira à six/huit partenaires au total à l'issue de la première phase (de mai à août 2008).

Le projet porte sur les agglomérations transfrontalières. Celles-ci requièrent en effet une approche spécifique leur permettant de dépasser les limites posées par les frontières nationales.

Les partenaires travailleront à la promotion d'outils de gouvernance innovants sur un échantillon d'agglomérations transfrontalières en Europe. Il identifieront les acteurs pertinents et analyseront comment les agglomérations transfrontalières développent diagnostics, stratégies et plans d'organisation communs. L'objectif est de capitaliser les meilleures pratiques, de définir une méthodologie et d'analyser comment les fonds structurels, les autres financements publics et les outils juridiques (tel que le GECT) peuvent être utilisés pour les aider à se développer. Des recommandations seront élaborées et adressées aux niveaux politiques concernés.

* Expertise de la gouvernance dans les conurbations transfrontalières.



Nestos River Project: barrage de Platanovrisi entre la Grèce et la Bulgarie - Projet Interreg

Développer la coopération transfrontalière dans les Balkans

Les premières rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans se tiendront les 3 et 4 juillet 2008 à Sofia en Bulgarie. Premier événement de la Présidence française de l'Union européenne, elles associeront des élus locaux de quinze pays ainsi que des acteurs très variés, aussi bien au niveau européen et international, que des secteurs associatifs et non gouvernementaux. Près de 250 participants sont attendus.

Ces rencontres sont organisées par un comité qui réunit l'ensemble des collectivités territoriales françaises engagées dans les Balkans, avec le soutien de l'Ambassade de France à Sofia, de la Délégation pour

l'action extérieure des collectivités locales (Ministère français des Affaires étrangères et européennes) et de la Ville de Sofia, en partenariat avec plusieurs associations dont la Mission Opérationnelle Transfrontalière.

Ces rencontres permettront aux collectivités territoriales françaises de rencontrer leurs homologues d'Europe du Sud-Est (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Grèce, Monténégro, Ancienne République Yougoslave de Macédoine et Serbie) et de Turquie. L'Autriche, la Croatie, la Hongrie, l'Italie, la Slovénie et la Roumanie sont également associées à l'événement en qualité d'observateurs.

L'événement vise également à favoriser l'émergence de projets de coopération bilatéraux et régionaux dans le cadre de thématiques pertinentes pour les collectivités territoriales : protection de l'environnement, coopération transfrontalière, formation des élus locaux, développement durable, financements européens, préservation du patrimoine, action sociale.

Les débats se dérouleront sur deux jours sous la forme de séances plénières, d'ateliers et de forums.

Atelier "La coopération transfrontalière, des relations de voisinage dans des bassins de vie transfrontaliers"

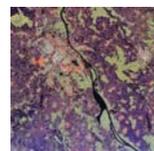
Le deuxième atelier de ces rencontres est organisé par la MOT. Il s'attachera à montrer que la coopération transfrontalière contribue à développer le rôle charnière de ces territoires frontaliers, qui sont autant de traits d'union pacifiques entre les États et qui occupent les avant-postes de l'intégration européenne.

L'atelier présentera quelques expériences concrètes de coopération sur les frontières françaises et entre les pays des Balkans. Il abordera les cadres financiers, juridique et méthodologique pour le développement des projets transfrontaliers. Le débat final permettra d'échanger sur "l'aide à l'émergence de projets locaux transfrontaliers".

Plus d'infos sur : www.diplomatie.gouv.fr/cncd

Michel Delebarre succède à Pierre Mauroy à la présidence de la MOT

Michel Delebarre, député-maire de Dunkerque, président de la Communauté urbaine de Dunkerque et du Syndicat mixte de la Côte d'Opale et premier vice-président du Comité des Régions, a été élu président de la MOT lors de l'Assemblée générale du 29 mai 2008. Il succède à Pierre Mauroy, ancien premier-ministre, qui a été président de la MOT de 2001 à 2008. www.espaces-transfrontaliers.eu



"Les territoires transfrontaliers : l'Europe au quotidien"

Les **Actes** des rencontres européennes de Lille organisées par la MOT les 8 et 9 novembre 2007 viennent d'être publiés en français et en anglais.

Le **Manifeste pour la coopération transfrontalière en Europe**, a également été publié en français, anglais et allemand. Il s'agit d'un document de recommandations politiques, fruit des douze ateliers des rencontres de Lille.



La nouvelle édition des "Cahiers de la MOT", consacrée au **groupement européen de coopération territoriale**, est disponible en français et en anglais.

Pour recevoir une version papier des productions de la MOT, merci d'adresser votre demande à :
mot@mot.asso.fr

Revue de presse

- **Hôpitaux sans frontières entre les Ardennes et la Wallonie**, Les Échos, 9 mai
"Choisir l'hôpital le plus proche en dépit des frontières. C'est désormais possible pour les assurés sociaux résidant dans les 18 cantons du nord des Ardennes françaises, le long de la frontière avec la Belgique, ainsi que ceux habitant les provinces wallonnes de Namur et de Luxembourg..."
- **La Région s'engage pour Esch-Belval**, Le Républicain lorrain, 29 avril
"Le Conseil régional est prêt à cofinancer les contournements d'Audun-le-Tiche et de Villerupt, dans un montage qui associerait l'Etat français, le Grand-Duché du Luxembourg, l'Union européenne et les départements de la Meurthe-et-Moselle et de la Moselle..."
- **Projets pour une métropole transfrontalière**, Le Moniteur, 25 avril
"La manifestation internationale IBA Basel 2010-2020 consacrera l'ouverture de la ville suisse de Bâle à ses voisins français et allemand à travers une réflexion de grande ampleur entre maître d'ouvrage, architectes et acteurs privés..."
- **Un pôle de recherche transfrontalier axé sur le développement durable**, Nice Matin, 23 avril
"L'union fait la force. De cela l'Université de Nice-Sophia Antipolis (UNSA) en est convaincue. Elle vient d'ailleurs de mettre en application cet adage, en s'unissant avec les universités de Turin, Gênes, Corte en Corse, Sud-Toulon et l'Université Pierre-et-Marie-Curie pour créer un Pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) dans le domaine de l'environnement et du développement durable..."
- **Trains Italie-France : J-C Guibal intervient auprès de la SNCF**, Nice Matin, 29 avril
"Jean-Claude Guibal, député des Alpes-Maritimes, maire de Menton, est intervenu auprès de la direction régionale de la SNCF et de Trenitalia, pour dénoncer les problèmes de correspondance entre les dessertes française et italienne rencontrés par les usagers de la Vallée de la Roya..."
- **La Communauté de Travail des Pyrénées en marche**, L'Indépendant, 23 avril
"168 millions d'euros de l'Europe : telle est l'enveloppe à consommer d'ici 2013 - Plus de 900 délégués ? les organisateurs en attendaient 500 ? se sont retrouvés en fin de semaine dernière à Montpellier pour le séminaire de lancement du programme de coopération territoriale Espagne-France-Andorre..."
- **Le PNR tout proche de son éclosion**, La Dépêche du Midi, 24 avril
"Après environ douze longues années de préparation, le projet de Parc naturel régional des Pyrénées ariégeoises arrive dans sa phase finale..."

